

**programme communiste**

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 40 F - 400 FB - 6.000 Lires - 24 FS - 240 Esc.  
£ 3.50 - \$ 7.00

**le prolétaire**

journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS  
Abonnement annuel : 40 F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

**communist program**

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 P. - \$ 1.00  
Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

**il programma comunista**

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS  
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

**el programa comunista**

revue trimestrielle

Le numéro : 7 F - 70 FB - 1.000 Lires - 3,50 FS  
Abonnement annuel : 28 F - 280 FM - 4.000 Lires - 14 FS

**kommunistisches programm**

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM  
Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM

Imprimerie spéciale

**le prolétaire**  
bimensuel  
parti communiste international (programme communiste)

**Elections et  
gouvernement de gauche  
mystifications bourgeoises**

**9**

**4F**

# Sommaire

## I. ELECTIONS ET REVOLUTION

1. Pas d'émancipation prolétarienne dans  
destruction de l'Etat bourgeois..... 3
2. Pas de préparation révolutionnaire sans  
rupture avec le terrain électoral et  
parlementaire..... 8

## II. A LA POURSUITE DU "GOUVERNEMENT DE GAUCHE"

1. PC-PS : Une querelle sur mesure entre  
laquais réformistes.....13
  2. Le PSU, courroie de transmission du  
réformisme.....18
  3. La triple alliance suiviste LCR-OCT-CCA.....20
  4. LO, ou les suivistes honteux.....27
- Appendice : PCR et PCMLF : de l'abstention  
à l'électoralisme.....29

## ANNEXES

- Lénine : Thèses sur la démocratie bourgeoise et  
la dictature du prolétariat (extraits).....32
- Thèses sur le parlementarisme présentées par  
la Fraction Communiste Abstentionniste du  
PSI au 2ème congrès de l'IC (1920).....35
- Introduction de Trotsky et thèses de Lénine-  
Boukharine approuvées par le 2ème congrès  
de l'IC (extraits).....39

---

**le prolétaire**  
bimensuel      parti communiste international (programme communiste)

Abonnement annuel : 40 F  
Pli fermé : 60 F

Correspondance : 20, rue Jean Bouton, 75012 Paris.  
Suppl. au n° 258 du "Prolétaire". Directeur : Gambini.

# I. ELECTIONS ET REVOLUTION

---

## 1. Pas d'émancipation prolétarienne sans destruction de l'Etat bourgeois

A l'occasion de la nouvelle représentation de la farce électorale, les partis dits "de gauche" s'emploient avec plus de cynisme que jamais à fourvoyer la classe ouvrière dans la perspective d'un processus de réformes du capitalisme et de l'Etat bourgeois à partir d'une victoire issue des urnes. Ecoutons Elleinstein, cet "historien" d'un parti qui a fini par renier jusque dans les termes une "dictature du prolétariat" dont il avait depuis bien longtemps falsifié et renié le contenu : Octobre 1917 russe n'aurait été qu'un accident de l'histoire, et la dictature soviétique un produit de l'arriération. Aujourd'hui et "dans nos pays (...) la révolution (sic) ne pourra être que démocratique, pacifique, légale et graduelle, ou elle ne sera pas".

Ces Messieurs justifient leur reniement de la révolution violente par "les conditions de notre époque". Ce n'est pourtant pas d'aujourd'hui que les complices réformistes de la bourgeoisie chantent à la classe ouvrière la rengaine des "voies pacifiques" et des victoires parlementaires. Avant même qu'Engels soit mort, on falsifiait déjà certains de ses écrits pour les faire apparaître comme une démonstration de l'impossibilité de l'insurrection et une défense de la légalité à tout prix. Plus tard, c'est Lénine qui devra livrer bataille contre les rênégats sociaux-démocrates effarouchés par le déchaînement de la lutte des classes, qui prônaient des voies électorales et parlementaires menant au socialisme par une série de réformes progressives. Aujourd'hui, ce sont les partis qui osent encore s'appeler "communistes" malgré leur soumission à l'ordre bourgeois qui se chargent de ce sale travail.

Mais comment la classe ouvrière pourrait-elle se libérer de ses chaînes sans *détruire* l'économie capitaliste et marchande qui soumet sa vie tout entière à ses exigences de profit, de concurrence, d'exploitation ? Comment pourrait-elle détruire ces rapports de production capitalistes si elle n'a pas au préalable réglé son compte à l'organe constitué par la bourgeoisie pour les défendre par tous les moyens, c'est-à-dire l'Etat bourgeois ? Comment le prolétariat victorieux pourrait-il briser les tentatives de réaction *inévitables* du capital sinon en instaurant une *dictature de fer* sur les classes vaincues ? En un mot comment le prolétariat pourrait-il s'émanciper sans détruire le pouvoir bourgeois et instaurer son propre pouvoir *les armes à la main* ?

Faire croire que cette bourgeoisie cynique et sanglante, qui n'a pas hésité pour défendre ses intérêts à déclencher deux boucheries impérialistes et d'innombrables massacres de peuples coloniaux, pourrait céder le pouvoir pacifiquement, renoncer à ses privilèges et à son mode de production sans recourir aux armes, sans utiliser toutes les ressources de son Etat, sans livrer la bataille la plus désespérée, c'est tout simplement se faire le complice des pires mensonges bourgeois.

C'est pourquoi l'opposition entre la voie révolutionnaire et la voie réformiste est l'expression d'une opposition de principe radicale, non pas entre deux bran

Supposer que dans une révolution un peu sérieuse et profonde, c'est simplement le rapport entre la majorité et la minorité qui décide, c'est faire preuve d'une prodigieuse stupidité ; c'est s'en tenir à un préjugé archaïque digne d'un vulgaire libéral ; c'est *tromper les masses*, leur cacher une évidente vérité historique. Vérité selon laquelle il est de *règle* que dans toute révolution profonde les exploités, conservant durant des années des avantages considérables sur les exploités, opposent une résistance *prolongée, opiniâtre, désespérée*. Jamais, si ce n'est dans l'imagination douceureuse du doux benêt Kautsky, les exploités ne se soumettront à la volonté de la majorité des exploités, sans avoir fait jouer - dans une bataille suprême, désespérée, dans une série de batailles - leur avantage.

Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*

ches d'un même mouvement ouvrier, mais entre *deux classes* ; comme l'histoire l'a déjà montré, cette opposition se traduit aux moments décisifs par le passage de tous les défenseurs de la démocratie dans le camp de la contre-révolution.

#### Une vieille mystification : l'Etat au-dessus des classes

En termes de doctrine, la vision social-démocrate ou réformiste correspond à la vieille mystification *bourgeoise* selon laquelle l'Etat serait soi-disant *au-dessus des classes*, chacune pouvant l'utiliser à son gré, en le remplissant d'un contenu favorable à ses intérêts, à la seule condition d'avoir au préalable gagné les élections.

En réalité, l'Etat bourgeois (même le plus démocratique) n'est autre chose qu'un *organe d'oppression*, un instrument destiné à *protéger l'exploitation du travail salarié par le capital*. Pour consolider sa domination et sa richesse, pour se délivrer des entraves héritées d'un mode de production antérieur, la classe bourgeoise a dû user de la violence pour détruire l'Etat féodal. Puis, elle a forgé son propre Etat, cet énorme appareil administratif, judiciaire, policier, militaire ; elle l'a développé, doté d'une hiérarchie fidèle et dévouée, rôdé au cours de décennies d'une expérience internationale accumulée. Par l'école, l'endoctrinement de la propagande bourgeoise, le réseau des lois au service de la classe possédante, l'appareil judiciaire chargé de les appliquer, et, plus généralement, l'intimidation exercée contre les exploités par la police et l'armée, l'Etat bourgeois même le plus démocratique exerce sa fonction *permanente* de défenseur de l'ordre capitaliste. Lorsqu'il le

La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses *cette* idée - et précisément celle-là - de la révolution violente est à la base de *toute* la doctrine de Marx et Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres, de *cette* propagande, de cette agitation.

Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois.

Lénine, *L'Etat et la révolution*

faut, il n'hésite *jamaïs* à déchaîner directement contre la révolte des exploités la violence armée qui a été précisément organisée dans ce but, grâce à un appareil d'en cadrement solidaire *par nature* des intérêts de la classe dominante. Dans la phase impérialiste ce caractère oppressif, concentré, de l'Etat bourgeois atteint des sommets inconnus jusqu'alors, comme en témoigne non seulement le phénomène du fascisme, mais celui de *tous* les Etats impérialistes, qui ont désormais hérité de ses méthodes et de ses ressources, et les ont encore perfectionnées.

C'est pourquoi il est *impossible* d'utiliser l'appareil de l'Etat bourgeois pour aller contre les intérêts de la bourgeoisie, comme on retournerait contre l'adversaire une arme qui lui a été arrachée. Car, à la différence du fusil qui peut indifféremment tuer un bourgeois ou un prolétaire, l'Etat bourgeois *n'est pas neutre*. C'est une arme *intelligente*, forgée et dressée par la bourgeoisie en fonction d'un usage précis, et qui ne peut, de par sa nature, et ses règles de fonctionnement, servir *que* les intérêts bourgeois. On ne peut s'en emparer et l'utiliser dans le cadre d'un processus pacifique et respectueux de la légalité bourgeoise - qui est elle-même l'expression et un des garants de l'*inégalité* de fait des classes sociales - pour aller à l'encontre des intérêts généraux de la bourgeoisie et favoriser ceux du prolétariat. A supposer même qu'ils le veuillent, aucun gouvernement, aucune majorité parlementaire "de gauche" ne pourraient donner à cette machine un usage opposé à celui pour lequel elle est faite.

• C'est pourquoi le communisme proclame la nécessité de *détruire de fond en comble* l'appareil de domination de la bourgeoisie et de lui substituer une machine *entièrement nouvelle*, la sienne, celle de la dictature

Exiger du prolétariat que dans sa dernière lutte à mort contre le capital il observe pieusement les principes de la démocratie politique, cela équivaut à exiger d'un homme qui défend son existence et sa vie contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, instituées par son ennemi et que son ennemi n'observe pas.

Manifeste du 1er Congrès de l'Internationale Communiste.

du prolétariat, dirigée par l'unique parti de classe. Ceci implique l'insurrection armée, la prise du pouvoir, la destruction non seulement de la police, de l'armée, du gouvernement de la bourgeoisie, mais de toute sa bureaucratie, de son parlement - instrument de tromperie et d'oppression du prolétariat - et de son système électoral mystificateur. Ceci veut dire l'instauration d'organes prolétariens nouveaux, des soviets, *incompatibles* avec ceux de la démocratie bourgeoise. Ceci veut dire enfin la répression exercée par l'Etat prolétarien contre la bourgeoisie vaincue, dont on ne peut supprimer instantanément les fonctions économiques, et qui cherchera inévitablement à relever la tête.

C'est dans cette perspective que doit être envisagée la question de la démocratie parlementaire et des élections. Pour le marxisme, la république démocratique n'est *et ne peut être autre chose* qu'une forme de la dictature bourgeoise. C'est même certainement, du point de vue du capitalisme, la meilleure et la plus habile : elle se travestit en effet de la *fiction* de la volonté "populaire", qui ne connaît pas de classes sociales, mais seulement des "citoyens" libres et égaux, dont les voix, celle de l'exploiteur comme celle de l'exploité, auraient toutes le même poids. Il n'y a aucune *étape intermédiaire* possible entre dictature de la bourgeoisie et dictature du prolétariat. Comme Lénine l'écrivait en 1918 en répondant par avance à *tous* les tenants modernes des fronts populaires et autres gouvernements de gauche "au service des travailleurs" : "*Toutes les formes de gouvernement transitoires en régime capitaliste ne sont que des variétés de l'Etat bourgeois, c'est à dire de la dictature de la bourgeoisie*".

Les institutions représentatives de la démocratie bourgeoise ne sont que des rouages de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie : elles ne peuvent, pas plus que les autres, être conquises par le prolétariat, encore moins utilisées comme des formes de pouvoir prolétarien ou de l'instauration de ce pouvoir. Elles devront être détruites, comme l'ensemble de l'appareil d'oppression bourgeois.

Celui-là seul est un marxiste qui *étend* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois.

Lénine, *L'Etat et la révolution*

## 2. Pas de préparation révolutionnaire sans rupture avec le terrain électoral et parlementaire

La perspective marxiste, qui implique la destruction du parlement au même titre que celle des autres organes de l'Etat bourgeois et leur remplacement par les organes du pouvoir prolétarien, ayant été clairement posée, la seule question qui reste à propos du parlement est une simple question *tactique* : est-il possible et souhaitable, pour la préparation révolutionnaire, d'utiliser la "tribune" du parlement et les élections afin de mobiliser les masses *contre* le parlement et l'Etat, du moins *tant qu'on n'a pas la force de les abattre* ? En d'autres termes, les "voies parlementaires au socialisme" étant clairement exclues, peut-il y avoir une utilisation révolutionnaire du parlement ?

Poser la question comme une simple question *tactique*, c'est récuser à l'avance les réponses basées sur des *a priori* moraux ou métaphysiques (au demeurant plus ou moins infantiles). Le parlement est une institution bourgeoise ? Certes, mais les armes dont devra se servir l'insurrection seront, elles aussi, bel et bien d'origine bourgeoise : faudrait-il pour cela refuser de les utiliser contre la bourgeoisie ? Les pratiques électorales et parlementaires ne sont en permanence qu'un régnant grenouillage ? Assurément, mais des communistes n'ont pas peur *a priori* de se salir les mains au contact des institutions et des pratiques de l'ennemi *si* cela doit faire avancer la cause de l'émancipation prolétarienne. Le parlement n'est qu'une arène de "chefs" qui se disputent le pouvoir (vieil argument de l'"ultra-gauche") alors que les masses sont tenues à l'écart ? Mais les communistes n'ont pas l'horreur métaphysique des anarchistes pour les "chefs", qui remplissent une fonction utile dans l'organisation, à condition d'être tenus à la discipline commune par rapport au programme.

La réponse au problème posé ne peut être fondée sur une analyse matérialiste et historique. En fait, elle a déjà été donnée par l'histoire.

### La question parlementaire dans l'Internationale Communiste

L'Internationale Communiste, reconstituée par Lénine et les bolchéviks sur les ruines de la IIème Interna-

tionale engloutie dans la collaboration de classe et l'union sacrée, avait abordé la question de l'utilisation des parlements et des élections lors de son 2ème Congrès en 1920. En matière de principe, il était clair pour tous les participants au débat qu'il ne s'agissait pas de conquérir les parlements, mais de les faire sauter. A partir de cette base, deux positions tactiques s'étaient dégagées : l'une soutenue par les bolchéviks, admettait l'utilisation des parlements aux fins de la préparation révolutionnaire ; l'autre soutenue par notre courant (à l'époque la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien, qui prendra en 1921 la direction du PC d'Italie) prônait la rupture radicale avec le terrain parlementaire (et donc la tactique de l'abstentionnisme aux élections) dans les pays de vieille tradition démocratique.

Les thèses adoptées par le 2ème Congrès de l'Internationale furent celles des bolchéviks, qui cherchaient avant tout à combattre les réflexes métaphysiques et moralisateurs de type anarcho-syndicaliste et "ultra-gauche" (dégoût pour la lutte politique et les élections, anti-syndicalisme de principe, etc.). Ces thèses admettaient l'utilisation tactique des élections et du parlement, mais en l'assortissant- ce que les "gauchistes" d'aujourd'hui, enfoncés jusqu'au cou dans le crétinisme électoral le plus plat, ce sont empressés d'oublier- d'une série de conditions draconiennes :

1) Le centre de l'action communiste devait résider dans la lutte extra-parlementaire, dans l'action de masse

Les Parlements bourgeois, qui constituent un des principaux engrenages de la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat est de faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles (...). Il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions de l'Etat bourgeois qu'en vue de leur destruction. C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens que la question peut être posée.

Thèses de Lénine-Boukharine  
au 2° Congrès de l'IC, 1920

dirigée par le parti et culminant dans l'insurrection et la guerre civile;

2) L'activité électorale et parlementaire était considérée comme tout à fait subsidaire et accessoire, la lutte communiste ne pouvant évidemment plus avoir son centre au parlement (et moins que jamais à l'époque impérialiste, où ce dernier non seulement ne joue plus aucun rôle réel, mais n'est plus qu'un pur instrument de duperie et de mensonge à l'égard du prolétariat)

3) L'activité électorale et parlementaire devait donc être étroitement subordonnée à la lutte révolutionnaire et à sa préparation. Les thèses de l'I.C. soulignaient notamment que "la campagne électorale ne doit pas être menée dans l'esprit d'une chasse au plus grand nombre de mandats parlementaires, mais dans celui de la mobilisation révolutionnaire des masses pour les mots d'ordre de la révolution prolétarienne" (point 14).

4) enfin les thèses ne faisaient nullement de la participation aux élections et au parlement une règle absolue, mais proclamaient au contraire la nécessité de les boycotter dans certaines circonstances, clairement définies, d'essor révolutionnaire (rappelons que les bolchéviks ont, dans cet esprit, boycotté en 1905 la première assemblée (Douma) concédée par le Tsar; qu'ils sont sortis du parlement avant l'insurrection de 1917; qu'ils ont, après la révolution d'Octobre, dissous la Constituante le jour même de sa convocation au grand dam de tous les démocrates pleurnichards)

#### Pourquoi faut-il boycotter les élections ?

Malgré l'entière justesse des principes qui les inspiraient, malgré le besoin politique réel de combattre les attitudes infantiles, les thèses des bolchéviks admettaient une tactique qui allait constituer en définitive un obstacle à la préparation révolutionnaire, du moins dans les pays de vieille tradition démocratique où la bourgeoisie avait réussi à enliser une partie du mouvement ouvrier sur le terrain électoral, parlementaire et réformiste, et où il s'agissait précisément de l'en sortir.

À une époque où la préparation du prolétariat à la conquête du pouvoir n'était pas encore une perspective unique et directe, la participation aux élections et à l'activité parlementaire était utile, et même nécessaire pour la propagande, l'agitation, la critique, ne serait-ce qu'en opposition à l'apolitisme anarchiste. Elle le

restait dans les pays où la révolution bourgeoise était encore à l'ordre du jour, et où le parlement conservait son caractère originel d'institution historiquement révolutionnaire dans un sens anti-féodal (Russie d'avant Octobre, colonies et pays "arriérés"). Par contre dans les pays de vieille tradition démocratique, où la révolution bourgeoise était close depuis longtemps et où toutes les énergies du Parti et de la classe ouvrière devaient être consacrées désormais à la préparation directe de la révolution prolétarienne, la situation imposait une tactique beaucoup plus rigoureuse. Après des décennies d'orgies électorales et parlementaires dans lesquelles la bourgeoisie avait réussi à embourber une partie du mouvement ouvrier, la sélection rigoureuse des noyaux révolutionnaires en vue de la formation de véritables partis communistes était impossible sans la rupture la plus nette avec les habitudes, les inerties, les tentations de la démocratie parlementaire. Il fallait donc rompre clairement et radicalement avec le terrain des élections et du parlementarisme. Or la tactique du "parlementarisme révolutionnaire", même assortie de réserves, ne pouvait que retarder, voire entraver cette rupture. Telles étaient les raisons essentielles de notre abstentionnisme.

Ces raisons restent entièrement valables - sont encore plus valables - aujourd'hui. Avec le recul, quel bilan peut-on en effet tirer de la tactique de participation au parlement? Du parlementarisme révolutionnaire visant à faire sauter les institutions bourgeoises, on est passé insensiblement au parlementarisme légaliste visant à maintenir, renforcer, "revaloriser le rôle du parlement". Le crétinisme électoral fait rage de toutes parts. Certes, le cycle historique qui a mené les partis de la IIIème Internationale qui faisait trembler l'ordre bourgeois

Il est nécessaire de briser le mensonge bourgeois qui veut que tout heurt entre partis politiques adverses, toute lutte pour le pouvoir se déroule dans le cadre du mécanisme démocratique, à travers des élections et des débats parlementaires. On ne pourra y parvenir sans rompre avec la méthode traditionnelle qui consiste à appeler les ouvriers à voter côte à côte avec les membres de la classe bourgeoise, et sans mettre fin au spectacle de délégués du prolétariat travaillant sur le même terrain parlementaire que les délégués de ses exploités.

Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du PSI au 2ème Congrès de l'I.C., 1920

jusqu'aux derniers degrés du réformisme et de la soumission à cet ordre a été déterminé par un ensemble de facteurs matériels autrement vastes que la simple attitude dans la question parlementaire. Mais la rupture avec le terrain électoral était *une* des conditions qui auraient pu prémunir des jeunes partis communistes contre de possibles rechutes dans l'opportunisme réformiste, et cette condition n'a pas été appliquée. En 1920, la question pouvait encore être discutée. Aujourd'hui, l'expérience historique a entièrement confirmé la nécessité de l'absentéisme, en tant que rupture radicale avec le terrain électoral et parlementaire.

Mais, objectera-t-on, la situation est différente de celle des années 20. Assurément ; mais *en quoi* est-elle différente ? Il n'y a plus d'Internationale communiste révolutionnaire ; les principes de la révolution violente et de la dictature du prolétariat ont été mis aux oubliettes, et seules quelques faibles voix isolées osent encore les revendiquer dans leur sens véritable. Le mouvement ouvrier est infecté jusqu'à la moëlle de démocratisation et de légalisme. Il n'est pas jusqu'à la lutte quotidienne pour la défense des conditions d'existence contre les effets de l'exploitation capitaliste qui ne soit régulièrement entravée par les appels au "dialogue" et à la "concertation". Si donc la situation est "différente", c'est en ce sens qu'elle rend *encore plus impérative la rupture avec les méthodes et les habitudes de la démocratie représentative et parlementaire.* Ceux qui, comme la plupart des groupes d'extrême gauche, prétendent appeler les prolétaires à la lutte de classe et en même temps à la foire électorale, ceux qui prétendent les préparer à la révolution en les berçant avec le mythe d'un soi-disant "gouvernement ouvrier" sorti des urnes, ne font que saper à la base le mouvement même qu'ils prétendent pousser en avant.

Mais, objectera-t-on encore, votre voix reste sans écho. Nous répondons : cette objection est celle des traîtres, ou des futurs traîtres. Lénine a remporté la victoire en Octobre pour avoir osé proclamer en avril, au terme de quatre années d'âpre bataille menée *contre le courant* au coeur de la guerre impérialiste : "Il vaut mieux rester seul avec Liebknecht - parce que cela veut dire rester avec le prolétariat révolutionnaire". Quelle que soit la distance - sans doute grande encore - qui nous sépare de l'issue finale, celle-ci ne peut se préparer qu'en menant la lutte difficile "contre le courant" ; quel que soit le rapport des forces, le dilemme reste : *ou préparation électorale, ou préparation révolutionnaire.*

## II. A LA POURSUITE DU "GOUVERNEMENT DE GAUCHE"

### 1. PC-PS: une querelle sur mesure entre laquais réformistes

"Le grand art du gouvernement de la démocratie bourgeoise, disait A. Bordiga au congrès du Parti Socialiste Italien en 1919, c'est d'avoir trouvé le moyen, non seulement d'avoir une majorité, *mais de se fabriquer une opposition*".

La querelle des partis de gauche, qui remplit depuis plusieurs mois la une des journaux bourgeois et alimente à peu de frais la démagogie du PC, s'insère en fait parfaitement dans le jeu antiprolétarien du parlementarisme, sans rien changer à la *nature* de ces partis. Bien sûr il y a entre eux un *partage des rôles* qui vient de leurs différences de tradition, d'audience, de "politique extérieure". L'un peut se prévaloir d'une large influence sur la classe ouvrière, d'un puissant levier syndical et - bien que de plus en plus difficilement - du prestige d'un nom et d'une lointaine origine "communiste" et "marxiste" ; l'autre, parti de notables à bout de souffle (mais doté d'un groupe parlementaire) avant son alliance avec le PC, regonflé artificiellement grâce aux bons offices de ce dernier, peut s'appuyer sur ses liens avec la haute administration, le corps des officiers, les milieux d'affaires, pour jouer, dans le tandem de la gauche, un rôle particulier en direction de la masse des bourgeois qu'il s'agit de rassurer sur le "coût politique" d'un éventuel gouvernement de gauche. L'un est traditionnellement partisan d'une "indépendance nationale" d'abord ouverte vers la Russie, puis de plus

en plus repliée sur elle-même; l'autre s'est depuis longtemps vendu à l'impérialisme dominant, celui des Etats-Unis (généreux envers ses larbins, celui-ci a reconnu récemment le "rôle bénéfique" d'un Mitterrand). Mais l'un et l'autre partagent les mêmes principes bourgeois, le même objectif fondamental de conservation de l'ordre capitaliste; l'un et l'autre sont des partis social-chauvins et contre-révolutionnaires.

L'abandon des dernières feuilles de vigne doctrinales

Avec son évolution précipitée vers l'euro-communisme, le PCF est en train d'achever de perdre les dernières caractéristiques formelles qui le distinguaient encore de la social-démocratie traditionnelle. Mais s'il a fini par abandonner toute référence, ne serait-ce que verbale, au principe central du marxisme, la *dictature du prolétariat*, son reniement ne date pas d'hier. La première étape fut, à l'époque stalinienne, la "défense de la démocratie contre le fascisme", qui se traduisit par l'appui au front populaire, l'enlèvement du prolétariat dans le marais du "peuple", et finalement la défense de l'Etat impérialiste dans la guerre comme dans la période de "reconstruction nationale".

La deuxième étape, corollaire de la première, fut inaugurée par l'adoption de la formule des "voies pacifiques et nationales au socialisme" qui, après l'intermède de la guerre froide, fut sanctionnée au niveau international par le XX<sup>e</sup> Congrès du PC russe. Dès lors, la dictature du prolétariat n'était plus revendiquée que comme le synonyme, d'ailleurs incommode, d'une "forme supérieure de démocratie", de type parlementaire s'entend, et instaurée par la voie électorale.

La perspective du retour des partis ex-staliniens sur la scène gouvernementale devait suffire à faire crever la formule comme une bulle de savon. Après la "démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme", prélude à l'alliance avec le PS de 1972, on a maintenant la pure et simple "démocratie poussée jusqu'au bout", dans le respect de la constitution et sans plus d'allusion ni à la "dictature", ni au "prolétariat", ni au "socialisme". C'est le destin des partis opportunistes de finir par renier et combattre ouvertement les principes qui leur servaient à cacher aux prolétaires leur passage dans le camp de l'adversaire de classe. Nous ne pleurerons pas cet abandon ouvert du marxisme : quand l'ennemi ôte son masque (ou plutôt... sa feuille de vigne doctrinale), c'est un fait indiscutablement positif.

Après les principes, voyons maintenant les faits. Pour démontrer le rôle *actif* du PCF comme agent de la bourgeoisie impérialiste et de son Etat, ce ne sont pas les preuves qui manquent.

L'histoire a déjà présenté les deux formules gouvernementales qui pourraient découler d'une victoire électorale de la gauche : soit l'appui extérieur du PC à un gouvernement PS-Radicaux, comme en 1936, soit sa participation directe au gouvernement, comme en 1945. En 1936, le PCF a su "terminer la grève" au profit du gouvernement Blum avant d'assurer la préparation patriotique du prolétariat à la guerre en contrepartie à des conquêtes matérielles qui avaient d'ailleurs été arrachées non par le "gouvernement de gauche", mais par la puissante grève des travailleurs. En 1945, alors que PC et PS avaient la majorité absolue, il a joué directement un rôle de contremaître au service du patronat ("produisez d'abord, revendiquez ensuite!" - "la grève est l'arme des trusts!") et assuré main dans la main avec le PS la "reconstruction" de l'économie bourgeoise, le renforcement de l'Etat ("une seule armée, une seule police!") la sanglante répression coloniale (Sétif, Madagascar...), avant d'être renvoyé à l'office d'un coup de pied dans le derrière en attendant de resservir...pour une prochaine occasion.

Depuis, le PC n'a pas manqué, dans sa longue cure d'opposition, de donner de nouvelles preuves répétées de son rôle spécifique *d'agent de la bourgeoisie* dans les rangs ouvriers. Il a voté les pouvoirs spéciaux pour la répression en Algérie (après s'être...*abstenu* pour l'Indochine !) et a étouffé toute tentative de réaction ouvrière sur un terrain de classe à la guerre coloniale. En 1968, il a tout fait pour briser la lutte (qu'on se souvienne des travailleurs de Renault huant Séguy qui appelait à la reprise du travail !) et pour noyer la plus grande vague de grèves depuis 1936 dans l'éteignoir des élections. Il a prouvé son dévouement indéfectible à l'armée bourgeoise en sabotant le mouvement des soldats en 1975. Des mots d'ordre comme le répugnant "Fabriquons français!" sont un indicateur du degré de chauvinisme atteint par un parti qui a montré la voie aux Fontanet-Marcellin et aux Stoléru en présentant *dès 1967* une proposition de loi annonçant les mesures d'application du contrôle de l'immigration, un parti qui pratique le "numerus clausus" contre les immigrés dans les communes qu'il gère, et qui a toujours tout fait pour isoler et briser leurs luttes (comme, depuis 3 ans, celle de la Sonacotra).

## La fonction de la querelle PC-PS

Mais alors, quelle peut bien être la *fonction réelle de la querelle* entre ces deux partenaires dont les principes sont pourtant identiques et les rôles convergents ?

Elle est tout simplement de préparer les prolétaires à *l'éventail* des possibilités ouvertes par les prochaines élections, en particulier celle d'un gouvernement de gauche, qui pourra - si elle se réalise - remplir d'autant mieux sa fonction que la classe ouvrière aura plus d'illusions sur l'aptitude du PC à défendre ses intérêts ; en même temps, la bourgeoisie se prêtera d'autant plus facilement à l'expérience qu'elle pourra mieux limiter, grâce au PS, les appétits que les bureaucraties ouvrières entendent voir satisfaire en paiement de leur rôle contre-révolutionnaire.

C'est ainsi que le jeu de scène démocratique et parlementaire conduit le PS à une attitude officielle de fermeté face au PC, et le PC à prendre des allures batailleuses et querelleuses (en paroles s'entend) face au PS.

Ainsi le PS n'hésite pas à parler ouvertement d'*austérité* et de sacrifices ; il appelle ouvertement les syndicats à mesurer leurs revendications, avec les arguments de l'économie libérale traditionnelle. Le PC, lui, refuse en *paroles* toute idée d'austérité, même avec un gouvernement de gauche. *Mais un parti qui subordonne la défense de la classe ouvrière à celle de l'économie nationale (c'est-à-dire du capital) accepte nécessairement l'austérité.* Si le PC la refuse encore en paroles, c'est qu'il mise, dit-il, sur un taux d'expansion plus élevé, ce qui, étant donné la crise internationale, est une pure absurdité. Il sera donc contraint de la défendre demain au gouvernement. D'ailleurs, ne dit-il pas dès maintenant que cette austérité se justifie pleinement en Italie, en Espagne, en Argentine ? Et, ici même, en entravant et en sabotant toutes les luttes, en privant la classe ouvrière de tout moyen effectif de se défendre, que fait-il, sinon de faire passer la politique d'austérité *dans les faits* ?

Un autre point de la polémique porte sur la question des *nationalisations*. Le PS voit ces dernières sans rêver : il s'agit tout simplement de restructurer l'économie nationale dans les conditions de la guerre commerciale internationale et de donner à l'Etat des moyens supplémentaires d'incitation et d'orientation. Mais le PC, lui, ne remplirait pas son rôle vis à vis de la clag

se ouvrière, s'il ne cherchait pas à *lui faire croire qu'il s'agit de déposséder les capitalistes*. C'est pourquoi il reproche au PS de vouloir prendre de simples *participations* dans les entreprises concernées en donnant aux actionnaires des dividendes garantis tandis qu'il propose de son côté la "nationalisation totale". Mais il est évident que sa solution, si elle colporte toutes les vieilles illusions de l'anticapitalisme petit-bourgeois, est dans certains cas encore plus profitable que celle du PS aux grands capitalistes, qui pourraient enfin récupérer leur capital immobilisé dans des secteurs peu rentables comme la sidérurgie afin de le placer dans des secteurs plus juteux. Voilà la polémique mensongère par excellence : alors que les bourgeois vont choisir selon des critères qui ne relèvent que des pressions des différents capitaux et de la capacité d'une coterie à faire assumer à l'Etat le rôle de capitaliste collectif, la campagne électorale présente cette polémique comme ayant pour enjeu l'expropriation des capitalistes, et pour *crête* l'intérêt des travailleurs.

Une autre fonction de la polémique PC-PS, comme de toute campagne électorale, c'est de tenter de faire pénétrer *toujours davantage dans les préoccupations des prolétaires* les principes bourgeois. En matière économique, derrière des mots parfois différents, il y a, pour le PC comme pour le PS, le principe de la subordination des intérêts de la classe ouvrière à ceux de l'économie nationale. Mais la question est encore plus évidente dans le domaine de la *défense*, où le PC et le PS mettent en avant les "principes intangibles", et purement bourgeois, de *l'indépendance et de la souveraineté nationale*.

C'est ainsi qu'en cette matière, où les dissensions entre les deux partis ne font que refléter une dualité d'intérêts au sein de la bourgeoisie française (voir dans la majorité les dissensions entre les giscardiens pro-américains et les gaullistes), chaque parti pousse l'autre à prendre une position plus claire et plus *opérationnelle* du point de vue de la défense des intérêts bourgeois ; dans ce domaine vital pour un pays impérialiste, un minimum de consensus est en effet indispensable pour permettre une expérience gouvernementale commune.

Au PC qui venait de se prononcer brutalement pour la force de frappe, que reprochait le PS, qui ne s'y était pas encore décidé officiellement ? De rendre la *dissuasion* impossible en voulant limiter la portée de cette reconnaissance : en effet on sait que le PC se prononce pour la simple maintenance et non pour le progrès de l'*arme nucléaire*. Et au PS, avant que celui-ci ne se prononce

officiellement pour la bombe atomique, que reprochait le PC ? De vouloir s'en sortir par un référendum au lieu de proposer un choix clair, en parti responsable, la France (éternelle, comme on sait) ne pouvant se contenter d'une position floue dans une matière aussi essentielle, etc.

Ainsi, même quand ils ne sont pas d'accord sur la politique de l'Etat impérialiste, que ce soit en matière économique, sociale ou militaire, les larbins de la gauche officielle se débrouillent quand même pour remplir leur mission spécifique : inculquer au prolétariat, au nom du socialisme, les *principes* même qui président à la domination bourgeoise.

## 2. Le PSU, courroie de transmission du réformisme

Paradoxalement, les partisans les plus acharnés (bien que "critiques") d'un gouvernement d'union de la Gauche sont, depuis la "rupture" provisoire de celle-ci, ceux-là même qui prétendent appeler à la révolution et condamner la voie réformiste.

Qu'on ne s'y trompe pas. Une des caractéristiques de ces courants "centristes" est précisément d'être incapables de se passer du réformisme, parce qu'ils cherchent en réalité à marier les principes communistes avec ceux de la voie démocratique et graduelle au socialisme, et considèrent d'une manière ou d'une autre un gouvernement de gauche comme une "transition", une voie de passage *obligatoire* de l'émancipation prolétarienne.

Après avoir perdu successivement un morceau de sa droite, parti rejoindre le PS après la signature du Programme commun (M. Rocard sait sentir de loin l'odeur de la soupe !), puis sa gauche (départ du courant maoïste qui donnera la GOP et confluera avec "Révolution" dans l'OCT, puis départ en 1977 de l'aile "pabliste" qui vient de fonder les CCA avec les exclus de la LCR), le PSU se trouve réduit à sa quintessence : un cénacle de

gestionnaires, archi-électoralistes et archi-réformistes, mais qui ont gardé de la phase "romantique" du PSU assez de thèmes et de phraséologie populistes et autogestionnaires pour servir de point de référence à une bonne partie de la soi-disant extrême-gauche.

L'entrée du PSU dans l'Union de la gauche à l'occasion des élections municipales de 1977, et les strapons de conseillers municipaux qu'il a ajoutés à son actif, ne sont que la sanction logique de la reconnaissance par le PC et le PS de son rôle dans la grande famille réformiste : quoi de plus commode que ce partenaire marginal pour rabattre dans leurs filets électoraux les voix non seulement des franges individualistes, autogestionnaires, écologistes, etc., de la petite-bourgeoisie, mais aussi de travailleurs qui commencent à être dégoutés des trahisons du PC ?

### LE PSU OU...L'AUTOGESTION DE L'ETAT BOURGEOIS.

"Les révolutionnaires pour l'autogestion récusent le vieux rêve de l'affrontement unique mené par une minorité prétendant représenter les aspirations des travailleurs.(...)

"L'occupation de l'Etat bourgeois et sa démocratisation constituent des moyens d'action qui pourront peser dans le processus que nous voulons engager.(...)

"Comment, dans de telles conditions, apprécier la participation des autogestionnaires au gouvernement? Cette question n'est pas aujourd'hui d'actualité pour le PSU. Compte tenu de l'évolution du rapport des forces au sein de l'Union de la Gauche, des intentions qui se dessinent au sein de cette coalition quant à l'édulcoration ou même le refus d'application du Programme commun, et enfin de l'état de développement de la mobilisation populaire, une expérience gouvernementale réformiste n'aboutirait qu'à un simple aménagement de la société capitaliste. Dans ces conditions une participation gouvernementale du PSU n'est pas concevable. Néanmoins, le problème doit être dès aujourd'hui approfondi."

(Thèses du Congrès de Strasbourg du PSU, janvier 1977)

La campagne électorale de 1977 a vu le PSU abandonner toute critique à l'égard du Programme commun, et affirmer au contraire son "soutien à certaines de ses propositions" qualifiées d' "intéressantes" et de "premier pas vers le contrôle populaire" ; sa phraséologie vaguement marxiste ayant été mise au placard, sa perspective ne se distingue plus de celle du PC et du PS que par l'accent mis sur la *décentralisation* possible du pouvoir et la "mobilisation" nécessaire de la population laborieuse à la base, avec les fadaïses habituelles sur la "souveraineté populaire", la "vie démocratique" au niveau des municipalités, et autres tartes à la crème de l'intellectualisme petit-bourgeois. Cela lui permet au demeurant de stimuler la démagogie de ses partenaires : le PC ne s'est-il pas récemment découvert une âme autogestionnaire ?

C'est en réalité cette démagogie participationniste qui permet au PSU de jouer *son rôle spécifique*. Semant l'illusion que la "mobilisation populaire" peut influencer les partis de gauche en les rendant sensibles aux exigences des travailleurs, il se porte garant auprès de l'extrême-gauche de la capacité d'évolution du réformisme, de même qu'il se porte garant auprès du réformisme de la possibilité d'entraîner les gauchistes. C'est ce rôle de courtier général, facilité par les rêves gradualistes entretenus en commun avec l'extrême-gauche, qui en fait l'artisan de la subordination de celle-ci au réformisme.

### 3. La triple alliance suiviste: LCR-OCT-CCA

Sous le sigle "Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs", c'est le mythe de l'émancipation prolétarienne par les voies gradualistes, démocratiques et spontanéistes qui triomphe.

Dans la plate-forme électorale LCR-OCT-CCA de 1978, la question-clé du marxisme, celle *du pouvoir, de l'Etat*, est à ce point escamotée que le terme même de "révolution" a littéralement disparu (sans parler de l'insurrection, de la destruction de l'Etat bourgeois, de la terreur, etc)

L'affrontement violent entre les deux classes ennemies, qui ne peut prendre la forme que de *l'insurrection armée* et de la *guerre civile*, est remplacé par tout un ingénieux processus à étapes. Au centre de ce processus, une vaste figure allégorique : le "gouvernement au service des travailleurs s'appuyant sur la mobilisation et l'auto-organisation des masses". Ainsi donc, les masses "s'auto-organisent"... Voilà déjà escamoté le problème du parti (les trotskystes, pourtant, n'expliquaient-ils pas tout par la "crise de la direction révolutionnaire" ?). Quant à ce gouvernement au service des travailleurs, serait-ce un autre nom plus "pédagogique" pour la dictature du prolétariat ? Non, nous répond-on, c'est autre chose. Il pourrait donc y avoir un gouvernement "au service des travailleurs" qui ne serait pas la dictature du prolétariat ? Voilà déjà une étonnante nouveauté chez des gens qui se prétendent "marxistes". Mais ce n'est pas tout. Ce gouvernement est-il issu des urnes, ou bien de l'insurrection ? Ni l'un, ni l'autre, nous répond-on : il est issu d'un "affrontement avec l'appareil d'Etat bourgeois". Affrontement armé ou non ? Là, point de réponse : nos "révolutionnaires" sont bien trop délicats pour ennuyer leurs lecteurs avec des détails aussi vulgaires. Mais s'il est armé, sachant qu'il est selon nos savants stratèges l'aboutissement d'un vaste mouvement des masses, comment l'appeler, sinon insurrection ? Et si le prolétariat s'insurge en armes, quel autre objectif peut-il avoir que d'instaurer *sa dictature de classe*, au lieu d'on ne sait quel vague "gouvernement au service des travailleurs" ? Ou bien alors, cet affrontement n'est pas armé. Mais alors, la bourgeoisie pourrait laisser s'installer *sans recourir aux armes* et à toute la puissance de feu de son Etat un gouvernement qui soit réellement "au service des travailleurs" ? Encore un insondable mystère. D'autant que ce gouvernement sera chargé d'"exproprier les grands moyens de production et les banques" pour instaurer "le contrôle et la gestion directe des masses dans le cadre d'une planification démocratique de l'économie", "épurer l'administration", "démanteler la hiérarchie militaire" et - écoutez bien - "armer les travailleurs" ! C'est donc bien que les travailleurs *n'étaient pas armés* ! Donc, les travailleurs *non armés* ont réussi à investir un Etat bourgeois armé jusqu'aux dents, et les voilà qui se mettent à démanteler la hiérarchie militaire, épurer l'administration, exproprier le grand capital, etc ; après quoi, une fois les armes prises dans les arsenaux dont MM. les généraux auront bien voulu tenir les clés à leur disposition, ce ne sera plus qu'un jeu d'enfant de passer à la phase ultérieure, la dictature du prolétariat.

## Combattre la droite ou combattre l'Etat ?

Le lecteur aura compris qu'on nage en plein délire. En réalité, si la question du *pouvoir* est si incroyablement confuse, c'est que pour les partis immédiatistes, comme pour le vieux réformisme à la Bernstein, "*le but n'est rien, le mouvement est tout*". La plate-forme LCR-OCT-CCA se garde bien de donner une quelconque définition du "but" - le socialisme - dont elle affirme pourtant qu'il serait l'unique solution à la crise, et se contente de laisser entendre qu'il "n'a rien à voir" avec les régimes existant en URSS et dans les pays de l'Est où "toute expression des masses est étouffée". Par contre, le "mouvement", aujourd'hui, commande de "*chasser la droite*". C'était déjà, paraît-il, l'enjeu de 1977, c'est celui de 78 : "Il faut en finir avec le régime des Giscard, des Barre et des Chirac". Par le tour de passe-passe habituel, tous les maux inhérents au capitalisme et à la dictature de la bourgeoisie sont *attribués à un "régime"*, celui du gouvernement actuel, ou, tout au plus, celui de la Vème République et de la Constitution de 1958 : "Giscard-Barre c'est la vie chère", "Giscard-Barre c'est le chômage", "Giscard-Barre c'est la répression".

Après quoi, on pourra proclamer bien fort que "l'austérité de gauche" ne vaudra pas beaucoup mieux que "l'austérité de droite" et dénoncer les compromissions des partis de "collaboration de classes" et leur éventuel gouvernement, qu'on peut même aller jusqu'à qualifier de "gouvernement bourgeois" (grande victoire de l'OCT à la table des négociations...) : tous ces mots "de gauche" ne pèsent pas lourd à côté d'une action et d'une propagande *entièrement axées* sur l'idée qu'il s'agit malgré tout et avant tout "*en chassant la majorité de droite, de porter un coup sévère à la bourgeoisie et à son régime, d'améliorer le rapport de forces en faveur des travailleurs et de créer de meilleures conditions au développement de leurs luttes et de leur auto-organisation*". Qu'on l'appelle "ouvrier" ou qu'on l'appelle "bourgeois", le gouvernement de gauche serait donc pour ces Messieurs un "meilleur" gouvernement, comme la gauche bourgeoise serait "meilleure" que la droite...

En réalité, droite et gauche ne sont que les formes d'un *seul et même Etat* qu'elles visent toutes deux à renforcer. Mais si on oublie l'essentiel, *l'Etat*, on peut évidemment disserter sur les avantages de l'une ou de l'autre...

## La question du gouvernement de gauche

La propagande d'un groupe comme la LCR tend à faire croire qu'il suffirait, "*pour que cela change vraiment*", d'un gouvernement PC-PS qui rompe avec les radicaux et gaullistes de gauche (pour la LCR, qui rejoint ici l'OCI, ce sont les seuls partis "bourgeois" de l'Union de la gauche), chasse Giscard, abroge la constitution de 58, s'engage à satisfaire les revendications immédiates, etc. (*Rouge* n° 256). Plus besoin par conséquent de révolution pour "changer la vie" : on est sur le même terrain que le PC, celui de la pure et simple *réforme du capitalisme* avec une simple surenchère à gauche.

Pour le marxisme, il n'y a pas de synthèse, ou de "troisième voie", ou d'étape possible entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Les courants "centristes" cherchent à faire croire à la classe ouvrière qu'un "gouvernement de gauche" serait par principe préférable à un "gouvernement de droite". Mais il n'y a pas dans l'histoire d'exemple d'un tel gouvernement - "bloc des gauches", front populaire, gouvernement social-démocrate, gouvernement à participation "communiste" - qui n'ait joué un rôle anti-prolétarien. La fonction de ce que Lénine appelait les *partis ouvriers bourgeois* est d'être les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, de mettre celle-ci à la remorque de programmes, de principes, d'objectifs *bourgeois*. Si la bourgeoisie les appelle au gouvernement, c'est tout simplement que les développements de la lutte de classe font que c'est au gouvernement qu'ils rempliront le mieux leur fonction.

Les révolutionnaires peuvent donc *subir* l'intermédiaire d'un gouvernement de gauche parce qu'ils n'ont pas encore la force d'abattre l'Etat bourgeois ; ils ne doivent jamais cacher aux prolétaires que ce gouvernement

L'unité avec l'opportunisme, c'est l'unité du prolétariat avec sa bourgeoisie nationale, c'est-à-dire la subordination à cette dernière et la scission de la classe ouvrière révolutionnaire et internationale.

LENINE, "L'opportunisme  
et la faillite de la  
IIème Internationale"

naît, vit et meurt avec une mission *historique* : sauver la bourgeoisie dans les périodes de tension révolutionnaire, lui assurer un répit dans les périodes simplement "difficiles" mais où les masses peuvent tendre à se radicaliser, en répandant parmi les masses l'illusion qu'une "alternative de gauche" dans le cadre de la démocratie bourgeoise améliorerait leur sort ; lui permettre de *gagner du temps* pour préparer sa réaction, en profitant du crédit que ces partis ont pu garder, et de leurs capacités à entraîner les ouvriers au sacrifice, fût-ce en leur accordant temporairement quelques miettes économiques si la crise le permet, mais en s'efforçant de s'en servir pour mieux les ligoter au système capitaliste et à l'Etat bourgeois au moyen de toutes les procédures contractuelles destinées à amortir les heurts et à étouffer les grèves.

N'y a-t-il donc aucune différence entre un "gouvernement de gauche" et un "gouvernement de droite" ? Tous deux ont le même objectif, *la conservation bourgeoise*, et doivent donc être combattus au même titre. La différence, c'est que contrairement au gouvernement de droite, qui est celui de l'ennemi de classe ouvert, le gouvernement de gauche jouit - *et c'est bien le plus terrible !* - sinon de la confiance, du moins d'un préjugé favorable des masses à ses débuts. Nous n'en tirons pas les conclusions suivistes de ceux qui sont toujours à plat ventre devant les illusions de la classe ouvrière - et qui capitulent donc en définitive devant l'idéologie bourgeoise. Nous en tirons au contraire la conclusion *qu'il faut lutter impitoyablement à contre-courant, à l'avance, CONTRE les illusions que la bourgeoisie et ses complices réformistes cherchent à semer au sein de la classe ouvrière.*

"La lutte entre nous et la Deuxième Internationale n'est pas une lutte entre deux fractions d'un seul mouvement révolutionnaire prolétarien, elle n'est pas une lutte entre des nuances, entre des courants au sein d'un même camp de classe: elle est une lutte entre les classes."

Zinoviev au IIème Congrès de l'Internationale Communiste, 1920.

Si donc l'expérience d'un gouvernement de gauche peut, dans certaines circonstances et à certaines conditions, être utile, ce n'est pas parce qu'un tel gouvernement accorderait au prolétariat une plus grande liberté ... pour préparer la révolution (vieille illusion centriste !), ou qu'il fournirait des "bases" pour aller au socialisme, encore moins parce qu'il représenterait on ne sait quelle "étape intermédiaire" vers la prise du pouvoir ; c'est uniquement dans la mesure où il pourrait permettre au prolétariat de se débarrasser de ses illusions à l'épreuve des faits, et de se convaincre qu'il n'y a en définitive pas d'autre voie pour son émancipation que celle de *la dictature du prolétariat* ! Mais ce-

Si l'avènement d'un gouvernement de la gauche bourgeoise ou même d'un gouvernement social-démocrate peut être considéré comme un pas vers la lutte finale pour la dictature du prolétariat, ce n'est pas dans le sens qu'il fournit des bases économiques ou politiques utiles, et moins encore accorde au prolétariat une plus grande liberté d'organisation, de préparation et d'action révolutionnaires. Le Parti communiste a le devoir de proclamer ce qu'il sait grâce non seulement à la critique marxiste, mais à une sanglante expérience : de tels gouvernements pourraient bien laisser sa liberté de mouvement au prolétariat aussi longtemps qu'il les considérerait et les appuierait comme ses propres représentants, mais ils répondraient par la réaction la plus féroce au premier assaut des masses contre les institutions de l'Etat démocratique bourgeois.

C'est donc dans un tout autre sens que l'avènement de tels gouvernements peut être utile, à savoir dans la mesure où leur oeuvre constituera pour le prolétariat une expérience réelle lui permettant de conclure que seule sa propre dictature peut provoquer la défaite du capitalisme. Il est évident que le Parti communiste ne sera en mesure d'utiliser efficacement cette expérience qu'autant qu'il aura dénoncé par avance la faillite de ces gouvernements et conservé une solide organisation indépendante autour de laquelle le prolétariat pourra se regrouper lorsqu'il se verra contraint d'abandonner les groupes et les partis dont il avait initialement soutenu l'expérience gouvernementale.

Thèses sur la tactique du PC d'Italie, 1922.

la n'est possible que si le parti révolutionnaire a clairement prévenu de ce que serait un "gouvernement de gauche" et lui a clairement opposé la perspective communiste. Comment utiliser l'expérience du gouvernement de gauche dans un sens révolutionnaire si on ne l'a pas dénoncé à l'avance aux masses comme une solution purement bourgeoise et anti-ouvrière ? Comment combattre les illusions des masses si on les a auparavant encouragées en

#### Les contorsions de l'OCI

La palme de l'ignominie aux élections de 78 reviendra sûrement, comme d'habitude, à l'OCI, qui manie avec d'autant plus de fureur une *phraséologie* "révolutionnaire", qu'elle s'enfonce plus loin, dans la pratique, sur la voie de tous les abandons.

L'OCI "a clairement défini l'Union de la gauche comme un front populaire, et le Programme commun comme un programme bourgeois de collaboration de classe" ("*Informations Ouvrières*" n° 828). Elle est capable d'affirmer que "l'électoratisme et le parlementarisme sont une duperie à l'intention des travailleurs qui resteront exploités aussi longtemps que durera la domination du capital" (IO n° 825). Elle "sait fort bien... qu'il n'y a de solution à la catastrophe vers laquelle le capitalisme pourrissant entraîne l'humanité toute entière, que dans l'expropriation du capital et la destruction de l'Etat bourgeois, par les méthodes de la révolution prolétarienne" (IO n° 828). Elle peut "dénoncer" le PS et le PCF, dénoncer la collaboration de classe et affirmer la nécessité de la lutte de classe et de la révolution.

Toute cette rhétorique ne l'empêchera nullement d'aller jusqu'au bout de la collaboration avec les... collaborateurs - en particulier avec le PS - en criant "Mitterrand et Marchais au pouvoir, c'est cela qu'il faut arracher !" (IO n° 827), en axant toute sa campagne sur le thème "Majorité PS-PCF, désistement automatique PS-PCF !" (n° 827), en présentant ce désistement réciproque comme "l'application, sur le terrain électoral, du principe "classe contre classe" (n° 828), bref, en faisant des efforts désespérés pour enfoncer dans la tête des prolétaires l'idée que le fait de mettre en place un "gouvernement du PS et du PCF sans représentants des partis bourgeois", c'est "s'engager dans la voie de l'expropriation du capital, pour détruire l'Etat bourgeois et en finir avec tous les gouvernements bourgeois". Ici le suivisme se transforme carrément en paranoïa...

présentant, à l'instar des trotskystes, un tel gouvernement comme un progrès ? Comment ne pas voir que le refus de combattre à l'avance cette solution bourgeoise sous le prétexte suiviste qu' "il faut que les masses fassent elles-mêmes leur expérience" ne pourrait aboutir qu'à la démoralisation et à la désorganisation du prolétariat ?

Donc non seulement jamais d'appui, même "critique", à un gouvernement "de gauche", jamais d'appel à voter pour les partis réformistes, mais *dénonciation* impitoyable à l'avance de cette solution de rechange bourgeoise. Ceci ne signifie pas que le parti révolutionnaire n'ait pas de tactique vis-à-vis des partis et gouvernements de gauche, comme pourraient ricaner ceux pour qui il n'y a de tactique que suiviste. Ces partis se targuent de satisfaire les revendications des masses ? Eh bien, le parti révolutionnaire invitera les prolétaires à exiger d'eux - une fois au gouvernement - qu'ils tiennent leurs engagements, par la pression externe, par la lutte, et à accepter leurs concessions, tout en mettant en garde constamment les prolétaires contre les illusions qui pourraient en résulter. *Il ne cessera jamais de les combattre.*

## 4. L.O., ou les suivistes honteux

*Lutte Ouvrière* a, cette année, refusé de participer au cartel des unitaires : aux municipales de 1977, elle n'avait pas été aussi regardante, comme la LCR ne cesse de le lui rappeler. Tournant à gauche ? On va voir qu'en puisant alternativement pour justifier son refus dans les arguments moraux de type anarchisant et "indifférentistes" et dans les considérations électoralistes, LO n'est pas plus capable qu'avant de donner la moindre perspective révolutionnaire.

Certes, LO critique la confusion répandue par les autres groupes (PSU, OCI, LCR) entre unité PC-PS et "unité ouvrière", et elle affirme ne pas croire en la "transcroissance des batailles électorales en luttes sociales". Elle a proclamé que les élections ne changent pas la vie des masses populaires, que le Parlement dont elle fait une critique surtout morale (scandales, tripotouillages...) n'est plus aujourd'hui qu'une "machine à tromper les travailleurs et les petites gens" (catégorie à laquelle LO porte de plus en plus d'intérêt...). Elle a rappelé le rôle réactionnaire joué par les réformistes en 1945 "quand ils étaient ministres".

Mais elle dévoile ailleurs des calculs qui relèvent de ... l'électorisme le plus lamentable. Ainsi, Arlette Laguiller a-t-elle déclaré à ses électeurs que si elle se présentait à Thiers, c'est qu'elle y avait obtenu 4,47% des suffrages lors des présidentielles, alors que sa moyenne nationale n'était que de 2,36%... (Le Monde, 13.1.78). Ainsi, LO suppose dans son n° 475 "qu'en 1973 et 74, les révolutionnaires ont obtenu entre 2 et 3% des voix, ce qui ferait, si le mode de scrutin était la proportionnelle, de 10 à 13 députés. Cela ne "changerait pas la vie", mais cela permettrait à la voix des travailleurs du rang, des petites gens (bis) de se faire entendre, cela ferait passer un souffle nouveau au Parlement et au dehors..."

On peut donc s'attendre à ce que LO sorte de son chapeau, avant le 2ème tour, comme elle l'a *toujours fait* dans les élections auxquelles elle a participé, le lièvre de la nécessité de voter pour un gouvernement de gauche, habillé de prétextes suivistes ("solidarité

LA DICTATURE DU PROLETARIAT SELON L.O. :  
LIBERTÉ POUR TOUS, Y COMPRIS LES BOURGEOIS !

Voici ce qu'on peut lire dans le n° 34 de "Lutte de classe", organe théorique de Lutte Ouvrière :

"Toutes les formes de liberté que donne la bourgeoisie dans ces formes républicaines de gouvernement, le pouvoir ouvrier les donnera : liberté d'opinion, de presse, d'association, de réunion, de culture, de manifestation, etc. Qu'il y ait des individus hostiles au nouveau régime, qui le disent et qui désirent le faire savoir, qu'il y ait des journaux défendant le retour au système capitaliste, en quoi cela pourrait-il gêner le nouveau pouvoir ? Cela n'éliminerait pas la presse défendant les idéaux de la bourgeoisie et exposant ses revendications ? Mais cela n'est pas le but de la dictature du prolétariat. Son but est, au contraire, de faire respecter la plus large démocratie pour tous, y compris pour les anciens possédants".

En somme, pour LO, la dictature du prolétariat, c'est la liberté pour tous, à commencer par les bourgeois. A côté de ces lamentables libéraux, le renégat Kautsky est un dangereux révolutionnaire !

avec la volonté de la majorité des travailleurs") ou d'un éventail de justifications tactiques *exactement identiques* à celles de ses voisins : démasquer le réformisme, et, pour finir, le défendre comme un moindre mal. N'a-t-elle pas affirmé, en 1974, dans sa brochure sur le Chili, que "dans le cas d'un Mitterand attaqué par l'extrême droite", la classe ouvrière aurait à *défen*dre la gauche au pouvoir, non pas "derrière Mitterand" mais "dans le même camp que lui" ?

C'est qu'en réalité, à part l'ouvriérisme de surface et le moralisme de secte qui peut la conduire aussi bien à une condamnation de la violence anti-bourgeoise, LO n'est nullement séparée du réformisme par le seul fossé réel, celui des principes révolutionnaires et de leurs conséquences tactiques et organisationnelles. Les alternatives qu'elle propose aux "solutions" du programme commun, comme la planification (contre les nationalisations PC), l'apologie qu'elle a faite en 76 des municipalités bourgeoises pour "permettre aux travailleurs de faire l'apprentissage de la démocratie" (*Lutte Ouvrière* n° 422) prouvent que LO escamote totalement les questions centrales du pouvoir, de la destruction de l'Etat bourgeois, de l'inéluctable affrontement armé et de la nécessité du parti, toutes questions dont elle n'a pas soufflé mot dans sa campagne de 1977.

Suivistes honteux, mais suivistes quand même !

---

## Appendice. PCR et PCMLF: de l'abstention à l'électorisme

Moins suivistes envers les partis réformistes qu'envers des fractions carrément bourgeoises - pourvu qu'elles prônent haut et fort l'indépendance nationale - PCR et PCMLF ont du moins évité jusqu'ici de tomber dans les platitudes du "soutien critique" au gouvernement de gauche. Leurs traditions et leurs principes nationalistes (opposition à quiconque est accusé de brader la "patrie", qu'il soit pro-américain, pro-allemand, mais surtout pro-russe, et à plus forte raison internationaliste...) leur auront permis en l'occurrence de se démarquer facilement du suivisme servile des groupes trotskystes et de l'OCT.

Cependant, ici aussi, les élections de 1978 auront servi de révélateur. Le PCR, qui affectait dans le passé des mines dégoûtées vis-à-vis des tripatouillages électoraux, s'est déclaré, en vue des élections, "prêt à discuter avec toute organisation qui se démarque, fut-ce de façon inconséquente, d'avec le révisionnisme des partis bourgeois de gauche, du retrait éventuel de ses propres candidats"... "à apporter son soutien sans réserves à des organisations représentatives du mouvement de masse (...) refusant la tutelle des partis bourgeois de Droite et de Gauche" (*Quotidien du Peuple*, 4.12.77). En ce qui concerne le second tour, la position reste suffisamment floue pour permettre toutes les combinaisons. S'il "récuse fermement à l'avance toute position qui d'ores et déjà consiste à appeler à voter pour la gauche", le PCR ajoute que "c'est l'analyse concrète et du développement du mouvement des masses et de l'état de division de la gauche qui permettra de prendre la position qui convient" (*Quotidien du Peuple*, 4.12.77).

Nous n'avons jamais accordé le moindre crédit à l'intransigeance de pure circonstance d'un groupe qui se réclame de la tradition des partis stalinien jusqu'en 1945 en rejetant tout au plus des aspects particulièrement criants de leur trahison. Et, de fait, l'aiguillon de l'activisme a été le plus fort : il ne s'agirait quand même pas de rater le train de 1978 ! Le PCR a donc découvert le bien-fondé de la tactique du Front Unique, comprise, bien sûr, dans sa pleine acception opportuniste : celle d'une combinaison entre différents appareils de partis, sur un terrain essentiellement sinon exclusivement électoral, et dans le plus complet éclectisme politique. Appel est donc fait "à tous ceux qui ne veulent pas servir de masse de manoeuvre aux partis bourgeois de Droite et de Gauche", en particulier "aux écologistes, aux femmes, aux paysans" pour "élaborer ensemble une plate-forme de Front" (*Quotidien du Peuple*, 29.11.77).

Le fond de la tactique consisterait à prendre appui sur des mouvements suffisamment malléables et inconsistants (écologistes, femmes) pour n'appartenir franchement à aucune des deux grandes familles politiques de gauche - l'expérience a surtout montré quelle remarquable masse de manoeuvre ils constituaient ! - pour raccrocher des courants comme l'OCT, voire certaines franges du trotskysme honni. En réalité, le confusionnisme et l'absence de principes révolutionnaires, qui règle toute la démarche du PCR, le conduisent irrésistiblement à venir se placer au bout de la chaîne qui relie tous les maillons du centrisme à l'opportunisme officiel.

Le PCMLF, dans le passé, avait appelé tantôt à voter nul, tantôt à s'abstenir "contre les solutions bourgeoises à la crise". Il avait alors expliqué "que le suffrage universel n'est qu'une mystification" et dénoncé "l'électoratisme comme une duperie des travailleurs contribuant à assurer la domination de classe de la bourgeoisie capitaliste. (...) Mais voilà ! Depuis quelques années, l'expérience des derniers scrutins a démontré la persistance des traditions électoralistes anciennes, nées avec la démocratie bourgeoise, et des illusions de l'immense majorité des travailleurs par rapport à la pratique des élections. (...) Le mot d'ordre d'"abstention" visait avant tout à attaquer de front l'entreprise des agents de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs du prolétariat. Mais l'expérience concrète a prouvé qu'il ne répondait pas efficacement aux aspirations populaires". (*Proletariat* n° 14, 4ème trimestre 77). Le suivisme envers les "masses populaires" (et par qui, en période de contre-révolution, sont façonnées les "aspirations" de ces masses, sinon par l'idéologie bourgeoise !) et l'"expérience" auront donc eu raison de l'anti'électoratisme et de la lutte contre le courant !

Quelle sera donc la tactique de HR aux élections de 78 ? Participer à la bataille pour "expliquer aux masses populaires que les changements réels, profonds et durables auxquels elles aspirent ne pourront résulter que de leur propre intervention révolutionnaire pour renverser le système capitaliste", y représenter les "parias" et dénoncer le PCF et ses valets trotskystes. Fort bien, quoiqu'il ne soit nullement besoin, pour tout cela, de présenter des candidats. Mais une fois prise la pente du suivisme, il est difficile de s'arrêter en chemin. Qui suivre ? Véritable casse-tête pour les maoïstes, qui doivent à tout prix conserver leur façade anti PCF. Le PCR est bien tenté de le résoudre en suivant les trotskystes par OCT interposée ; le PCMLF, reprenant à son compte la tactique déjà ébauchée par le PCR lors des municipales, suivra les mouvements "ayant rompu avec la bourgeoisie et le PCF", c'est-à-dire, à part les ML, ... les écologistes, qui n'ont, eux, rompu avec personne !

# ANNEXE

## Lénine - Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat, 1919 - extraits -

(...)

3. L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'a jamais accédé au pouvoir et ne pouvait y accéder sans passer par une période de dictature, c'est-à-dire conquérir le pouvoir politique et briser par la violence la résistance la plus acharnée, la plus furieuse, qui ne recule devant aucun crime et que les exploités ont toujours opposée. La bourgeoisie, dont la domination est défendue à présent par les socialistes qui s'élèvent contre la « dictature en général » et qui portent aux nues la « démocratie en général », a conquis le pouvoir dans les pays évolués, au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de répression violente des rois, des seigneurs, des esclavagistes et de leurs tentatives de restauration. Dans leurs livres, brochures, résolutions de congrès, dans leurs discours de propagande, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple des milliers et des millions de fois le caractère de classe de ces révolutions bourgeoises, de cette dictature de la bourgeoisie. C'est pourquoi la défense actuelle de la démocratie bourgeoise sous le couvert de discours sur la « démocratie en général », les cris et les vociférations qui retentissent aujourd'hui contre la dictature du prolétariat sous prétexte de clamer contre la « dictature en général », tout cela revient à trahir délibérément le socialisme, à passer aux côtés de la bourgeoisie, à nier le droit du prolétariat à sa révolution à lui, la révolution prolétarienne, à défendre le réformisme bourgeois précisément à l'heure où il a fait faillite dans le monde entier et quand la guerre a créé une situation révolutionnaire.

4. En expliquant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, tous les socialistes ont exprimé cette idée, formulée de la manière la plus scientifique par Marx et Engels, à savoir que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de capitalistes d'écraser les masses laborieuses. Il n'est pas un révolutionnaire, il n'est pas un marxiste, parmi ceux qui clament maintenant contre la

dictature et pour la démocratie, qui ne jurerait ses grands dieux devant les ouvriers qu'il reconnaît cette vérité première du socialisme ; et à l'heure actuelle, à l'heure où le prolétariat révolutionnaire est en effervescence et mis en branle afin de détruire cette machine d'oppression et de conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres au socialisme présentent les choses comme si la bourgeoisie faisait don aux travailleurs de la « démocratie pure », comme si la bourgeoisie renonçait à la résistance et était prête à se soumettre à la majorité des travailleurs, comme s'il n'y a et il n'y avait aucune machine d'Etat permettant au capital d'écraser le travail dans une république démocratique.

5. La Commune de Paris, célébrée en paroles par tous ceux qui désirent se faire passer pour des socialistes, car ils savent que les masses ouvrières nourries envers elle une sympathie sincère et chaleureuse, a montré d'une manière particulièrement frappante le caractère historiquement conventionnel et la valeur limitée du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise, ces institutions progressives au plus haut point par rapport au moyen âge, mais qui doivent être nécessairement remaniées de fond en comble à l'époque de la révolution prolétarienne. C'est justement Marx qui a apprécié mieux que quiconque la portée historique de la Commune et a montré dans son analyse le caractère exploiteur de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois, lorsque les classes opprimées se voient octroyer le droit, une fois en quelques années, de choisir le mandataire des classes possédantes qui « représentera et réprimera » (ver- und zertreten) le peuple au parlement<sup>169</sup>. C'est précisément à l'heure actuelle, à l'heure où le mouvement soviétique, embrassant le monde entier, poursuit l'œuvre de la Commune aux yeux de tous, que les traîtres au socialisme oublient l'expérience et les leçons concrètes de la Commune de Paris, en reprenant à leur compte le vieux bric-à-brac bourgeois sur la « démocratie en général ». La Commune ne fut point une institution parlementaire.

6. Ensuite, ce qui fait l'importance de la Commune, c'est qu'elle a tenté de briser, de détruire de fond en comble l'appareil bureaucratique, judiciaire, militaire, policier de l'Etat bourgeois en le remplaçant par une organisation autonome, l'organisation des masses ouvrières, qui ne connaissait pas la séparation des pouvoirs législatif et exécutif. Toutes les républiques démocratiques bourgeoises actuelles, y compris la république allemande que les traîtres au socialisme qualifient de prolétarienne en bafouant la vérité, conservent cet appareil d'Etat. Dès lors, il saute aux yeux, une fois de plus, que les hurlements en faveur de la « démocratie en général » ne sont autre chose que la défense de la bourgeoisie et de ses privilèges d'exploiteurs.

(...)

9. L'histoire du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle nous a montré dès avant la guerre ce qu'était en fait la fameuse « démocratie pure » sous le capitalisme. Les marxistes ont toujours dit que plus la démocratie est évoluée, « pure », et plus

la lutte de classe devient acharnée, aiguë, déclarée, plus le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie se manifestent dans toute leur « pureté ».

(...)

12. (...)

Le point essentiel que les socialistes ne comprennent pas, et qui explique leur myopie théorique, qui fait qu'ils demeurent prisonniers des préjugés bourgeois, qui constitue leur trahison politique à l'égard du prolétariat, c'est que dans la société capitaliste, dès que la lutte de classe qui en est le fondement s'accroît d'une manière tant soit peu sérieuse, il ne peut y avoir aucun terme moyen entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tout rêve d'on ne sait quelle troisième voie est une lamentation réactionnaire de petits bourgeois. Témoin en est l'expérience d'un développement de plus d'un siècle de la démocratie bourgeoise et du mouvement ouvrier dans tous les pays évolués, notamment l'expérience des dernières cinq années. C'est ce qu'établissent également la science de l'économie politique, le contenu du marxisme qui explique la nécessité dans toute économie marchande de la dictature de la bourgeoisie qui ne peut être remplacée que par la classe développée, multipliée, cimentée, renforcée par l'évolution même du capitalisme, c'est-à-dire la classe des prolétaires.

# Thèses sur le parlementarisme présentées par la fraction communiste abstentionniste du PSI

au 2ème Congrès de l'Internationale Communiste (1920)

1

Le parlementarisme est la forme de représentation politique propre au régime capitaliste. La critique de principe que font les communistes marxistes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise en général démontre que le fait d'accorder le droit de vote dans les élections aux organes représentatifs de l'Etat à tous les citoyens de toutes les classes sociales ne peut empêcher tout l'appareil gouvernemental de l'Etat de constituer le comité de défense des intérêts de la classe capitaliste, ni cet Etat de s'organiser en tant qu'instrument historique de la lutte de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne.

2

Les communistes nient catégoriquement que la classe laborieuse puisse conquérir le pouvoir en obtenant la majorité des mandats parlementaires. Seule la lutte révolutionnaire armée lui permettra d'atteindre ses objectifs. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat, point de départ de l'oeuvre de construction économique communiste, implique la suppression violente et immédiate des organes démocratiques, et leur remplacement par les organes du pouvoir prolétarien : les conseils ouvriers. La classe des exploités étant ainsi privée de tout droit politique, la dictature du prolétariat, qui est un système de gouvernement et de représentation de classe, pourra se réaliser. La suppression du parlementarisme est donc un but historique du mouvement communiste. Nous disons plus : La première forme de la société bourgeoise qui doit être renversée, c'est précisément, avant même la propriété capitaliste, et avant même la machine bureaucratique et gouvernementale de l'Etat, la démocratie représentative.

3

Ceci vaut également pour les institutions municipales ou communales de la bourgeoisie qu'il est faux au

point de vue théorique d'opposer aux organes de gouvernement, leur appareil étant en fait identique au mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie. Le prolétariat révolutionnaire doit également les détruire et les remplacer par les soviets locaux de députés ouvriers.

4

Alors que l'appareil exécutif, militaire et policier de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie représentative constitue un moyen de défense indirecte, qui agit en répandant dans les masses l'illusion qu'elles pourraient réaliser leur émancipation par un processus pacifique et que l'Etat prolétarien pourrait lui aussi prendre la forme parlementaire, avec droit de représentation pour la minorité bourgeoise. Le résultat de cette influence démocratique sur les masses socialistes a été la corruption du mouvement socialiste de la Deuxième Internationale dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action.

5

Actuellement, la tâche des communistes dans leur oeuvre de préparation idéologique et matérielle de la révolution est avant tout de libérer le prolétariat de ces illusions et de ces préjugés répandus dans ses rangs avec la complicité des vieux leaders sociaux-démocrates pour le détourner de sa voie historique. Dans les pays où le régime démocratique existe déjà depuis longtemps et s'est profondément ancré dans les habitudes des masses et dans leur mentalité, tout comme dans celle des partis socialistes traditionnels, cette tâche revêt une importance particulière et vient au premier rang des problèmes de la préparation révolutionnaire.

6

Dans la période où la conquête du pouvoir ne se présentait pas encore comme une possibilité proche pour le mouvement international du prolétariat et où on ne pouvait pas non plus parler de préparation directe à la dictature du prolétariat, la participation aux élections et à l'activité parlementaire pouvait encore offrir des possibilités de propagande, d'agitation et de critique. D'autre part, dans les pays où la révolution bourgeoise est encore en cours et crée des institutions nouvelles, l'intervention des communistes dans les organes représentatifs en formation peut offrir la possibilité d'influer sur le développement des événements pour faire en sorte que la révolution aboutisse à la victoire.

7

Dans la période historique actuelle - ouverte par la fin de la guerre mondiale avec toutes ses conséquences sur l'organisation sociale bourgeoise, par la révolution russe, première réalisation de la conquête du pouvoir par le prolétariat, et par la constitution de la nouvelle Internationale en opposition au social-démocratie des traîtres -, et dans les pays où le régime démocratique a depuis longtemps achevé sa formation, il n'existe plus, au contraire, aucune possibilité d'utiliser la tribune parlementaire pour l'oeuvre révolutionnaire des communistes, et la clarté de la propagande non moins que l'efficacité de la préparation à la lutte finale pour la dictature exigent que les communistes mènent une agitation pour le boycottage des élections par les travailleurs.

8

Dans ces conditions historiques, le problème central du mouvement étant devenu la conquête révolutionnaire du pouvoir, toute l'activité politique du parti de classe doit être consacrée à ce but direct. Il est nécessaire de briser le mensonge bourgeois qui veut que tout heurt entre partis politiques adverses, toute lutte pour le pouvoir se déroule dans le cadre du mécanisme démocratique, à travers des élections et des débats parlementaires. On ne pourra y parvenir sans rompre avec la méthode traditionnelle qui consiste à appeler les ouvriers à voter - côte à côte avec les membres de la classe bourgeoise -, et sans mettre fin au spectacle de délégués du prolétariat travaillant sur le même terrain parlementaire que les délégués de ses exploités.

9

La dangereuse conception qui réduit toute action politique à l'activité électorale et parlementaire n'a été que trop répandue par la pratique ultra-parlementaire des partis socialistes traditionnels. D'autre part, le dégoût du prolétariat pour cette pratique de trahison a préparé un terrain favorable aux erreurs des "syndicalistes" et des anarchistes qui dénie toute valeur à l'action politique et à la fonction du parti. C'est pour quoi les Partis communistes n'obtiendront jamais un large succès dans la propagande pour la méthode révolutionnaire marxiste s'ils n'appuient par leur travail direct pour la dictature du prolétariat et pour les conseils ouvriers sur l'abandon de tout contact avec l'engrenage de la démocratie bourgeoise.

L'énorme importance attribuée en pratique à la campagne électorale et à ses résultats, le fait que pour une période assez longue le parti lui consacré toutes ses forces et toutes ses ressources en hommes, presse, voire en moyens économiques, concourt, d'une part, malgré tous les discours publics et toutes les déclarations théoriques, à renforcer l'impression que c'est bien là l'action centrale pour les buts communistes et conduit, d'autre part, à l'abandon presque complet du travail d'organisation et de préparation révolutionnaire, en donnant à l'organisation du parti un caractère technique tout à fait contraire aux exigences du travail révolutionnaire légal ou illégal.

Pour les partis qui, par décision de la majorité, ont adhéré à la IIIe Internationale, le fait de continuer l'action électorale empêche la sélection nécessaire ; or, sans l'élimination des éléments sociaux-démocrates, l'Internationale communiste manquerait à sa tâche historique et ne serait pas l'armée disciplinée et homogène de la révolution mondiale.

La nature même des débats au parlement et autres organes démocratiques exclut toute possibilité de passer de la critique de la politique des partis adverses à une propagande contre le principe même du parlementarisme, à une action qui dépasse les limites du règlement parlementaire ; de la même manière qu'il serait impossible d'obtenir le mandat qui donne le droit à la parole si l'on refusait de se soumettre à toutes les formalités prescrites par la procédure électorale. Le succès dans les escarmouches parlementaires sera toujours et exclusivement fonction de l'habileté à manoeuvrer l'arme commune des principes sur lesquels se fonde l'institution elle-même et des astuces du règlement ; de même que le succès de la campagne électorale se jugera toujours et exclusivement au nombre de voix ou de sièges obtenus.

Tous les efforts des partis communistes pour donner un caractère tout à fait différent à la pratique du parlementarisme ne pourront pas ne pas conduire à l'échec les énergies dépensées dans ce travail de Sisyphe. La cause de la révolution communiste exige instamment qu'elles se portent au contraire sur le terrain de l'attaque directe contre le régime de l'exploitation capitaliste.

## Introduction de Trotsky et thèses de Lénine-Boukharine sur le parlementarisme

approuvées par le 2ème Congrès de l'I.C. (extraits)

(...) "L'attitude de la IIIe Internationale envers le parlementarisme n'est pas déterminée par une nouvelle doctrine, mais par la modification du rôle du Parlement même. A l'époque précédente, le Parlement en tant qu'instrument du capitalisme en voie de développement a, dans un certain sens, travaillé au progrès historique. Mais dans les conditions actuelles, à l'époque du déchaînement impérialiste, le Parlement est devenu tout à la fois un instrument de mensonge, de tromperie, de violence et un exaspérant moulin à paroles. Devant les dévastations, les rapines, les violences, les actes de brigandage et les destructions accomplis par l'impérialisme, les réformes parlementaires, dépourvues d'esprit de suite et de stabilité, conçues sans plan d'ensemble, ont perdu toute portée pratique pour les masses laborieuses.

(...) "A l'heure actuelle, le Parlement ne peut être en aucun cas, pour les communistes, le théâtre d'une lutte pour des réformes et pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière, comme ce fut le cas dans le passé. Le centre de gravité de la vie politique s'est déplacé en dehors du Parlement, et d'une manière définitive. La bourgeoisie, d'autre part, à cause de ses rapports avec les masses laborieuses et des rapports complexes qui existent au sein de la classe bourgeoise elle-même, est obligée de faire passer, d'une manière ou d'une autre, certaines de ses mesures par le canal du Parlement, où les diverses coteries se disputent le pouvoir, manifestent leur force, trahissent leurs faiblesses, se compromettent, etc.

"Aussi la tâche immédiate de la classe prolétarienne est-elle d'arracher ces appareils aux classes dirigeantes, de les briser, de les détruire et de leur substituer les nouveaux organes du pouvoir prolétarien. Par ailleurs, l'état-major de la classe ouvrière a le plus grand intérêt à avoir dans les institutions parlementaires de la bourgeoisie des éclaircisseurs qui faciliteront son oeuvre de destruction.

"On voit clairement dès lors la différence essentielle entre la tactique des communistes qui vont au Parlement avec des objectifs révolutionnaires, et celle des parlementaires socialistes. Ceux-ci commencent par reconnaître au régime actuel une certaine stabilité et une durée indéfinie ; ils se donnent pour tâche d'obtenir des réformes par tous les moyens et ont intérêt à ce que chaque conquête des masses soit portée par elles au crédit du parlementarisme socialiste (Turati, Longuet, etc.).

"Le vieux parlementarisme capitulard est remplacé par un parlementarisme nouveau, conçu comme un des instruments de la destruction du parlementarisme en général. Mais les traditions écoeurantes de l'ancienne tactique parlementaire rejettent certains éléments révolutionnaires dans le camp des antiparlementaires par principe (les I.W.W., les syndicalistes révolutionnaires, le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne).

"Considérant cette situation, le IIe Congrès de l'Internationale Communiste présente les thèses suivantes :

1. Le gouvernement parlementaire est devenu la forme "démocratique" de la domination de la bourgeoisie qui, à un certain degré de son développement, a besoin de la fiction d'une représentation populaire. Apparaissant extérieurement comme l'organisation d'une "volonté du peuple" au-dessus des classes, elle n'est en fait qu'un instrument de coercition et d'oppression aux mains du Capital.

2. Le parlementarisme est une forme déterminée de l'Etat. Aussi ne convient-il en aucun cas à la société communiste qui ne connaît ni classes, ni lutte de classe, ni pouvoir gouvernemental d'aucune sorte.

3. Le parlementarisme ne peut pas être non plus la forme du gouvernement "prolétarien" dans la période de transition de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Au moment le plus grave de la lutte de classe, lorsque celle-ci se transforme en guerre civile, le prolétariat doit inévitablement bâtir sa propre organisation gouvernementale comme une organisation de combat dans laquelle les représentants des anciennes classes dominantes ne seront pas admis ; dans cette phase, toute fiction de volonté populaire est nuisible au prolétariat ; celui-ci n'a nul besoin de la séparation parlementaire des pouvoirs qui ne pourrait que lui être néfaste. La République des Soviets est la forme de la dictature du prolétariat.

4. Les Parlements bourgeois, qui constituent un des principaux engrenages de la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat est de faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles.

5. Il en est de même des institutions municipales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes de l'Etat. En réalité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie et doivent donc être détruites et remplacées par des Soviets locaux de députés ouvriers.

6. Le communisme se refuse donc à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future ; il se refuse à y voir la forme de la dictature de classe du prolétariat ; il nie la possibilité de la conquête durable des Parlements ; il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. Il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions de l'Etat bourgeois qu'en vue de leur destruction. C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens que la question peut être posée.

#### LA QUESTION PARLEMENTAIRE DANS L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

##### I. POSITION DU PROBLEME : L'ANNEE 1919

Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets (Zinoviev). Jean Longuet : déchéance du parlementarisme (Trotsky).

##### II. AU IIème CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Discours de Boukharine, Bordiga, Lénine. Introduction de Trotsky et Thèses de Lénine-Boukharine adoptées par le Congrès. Thèses présentées par la Fraction Abstentionniste italienne.

##### III.A L'EPREUVE DES GRANDES BATAILLES DE CLASSE (1913-1926)

1913 : Contre l'abstentionnisme. 1919 : Ou élections ou révolution. Préparation révolutionnaire ou préparation électorale. 1921 : Manifeste électoral du PC d'Italie. 1924 : Nostalgies abstentionnistes. 1926 : Bilan de l'Aventin anti-fasciste.

Une brochure de 60 p. : 4 F.  
Commande aux Editions Programme Communiste.

## Au sommaire de «Programme Communiste»

N° 68 - Octobre-Novembre-Décembre 1975 (68 pages - 8 F)

- Le mythe portugais du double pouvoir.
- Le marxisme et la Russie.
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (I). Introduction ; Lettre d'A. Bordiga à K. Korsch (octobre 1926) ; La Gauche Communiste d'Italie face au débat dans le parti russe (I).
- La « relance de la consommation populaire » ou l'elixir du docteur Marchais.

N° 69-70 - Mai 1976 (108 pages - 12 F)

- 1926-1976 : du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous.
- La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste.
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (II). Le VI<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'I.C. Introduction ; Interventions d'A. Bordiga au VI<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (février-mars 1926).
- En marge du X<sup>e</sup> plan quinquennal : le mythe de la « planification socialiste » en Russie.

N° 71 - Septembre 1976 (80 pages - 8 F)

- Après les élections italiennes : polarisation ou convergence ?
- La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne.
- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (I).
- Vérité et mensonge dans la constitution cubaine.

N° 72 - Décembre 1976 (104 pages - 10 F)

- Chine : la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire.
- Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938).
- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (II).
- Cours de l'impérialisme mondial.

N° 73 - Avril 1977 (104 pages - 10 F)

- Changhaï, avril 1927 — Le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme.
- Le tournant des Fronts populaires (II).
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (III).
- Idole de la « compétitivité », religion du taux de profit.

N° 74 - Septembre 1977 (92 pages - 8 F)

- La nouvelle Constitution soviétique : un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS.
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV).
- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (III) (Textes annexes : A. Gramsci, La révolution contre « Le Capital » ; Articles de « Il Soviet » et de l'« Avanti », 1918-1920 ; Thèses sur la constitution des conseils ouvriers de la Fraction Communiste Abstentionniste du PSI, 1920).
- Parti révolutionnaire, ou cénacle de « marxologues » ?

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Dans ses numéros les plus récents, « Le Prolétaire » a notamment publié des articles sur les sujets suivants (le chiffre entre parenthèses indique le numéro du journal) :

- **Affaire Baader** — En Allemagne, « union sacrée » contre le terrorisme (250)
  - Infamie du pacifisme (250)
  - Aujourd'hui la révolte de Baader, demain celle de la classe ouvrière (253)
  - Aplatissement complet de l'extrême-gauche devant l'Internationale des flics (253)
  - A la mémoire d'Andreas Baader et de ses camarades (254)
- **La méthode de la lutte de classe** — Pour que ce soit le prolétariat qui sorte de la crise, non le capital (251)
  - A bas les mensonges réformistes ! Lutte de classe ouverte ! (255)
- **Impérialisme** — Bas les pattes du Maghreb ! (254)
- **Immigrés** — Lutte résolue contre le renforcement du contrôle ! (251)
  - Sur le travail dans les comités de soutien aux luttes des travailleurs immigrés (252)
  - Contre le renforcement du contrôle de l'immigration (254)
  - La manifestation contre les mesures Stoleru (255)
- **Luites revendicatives et syndicats** — Avec la rentrée sociale, les syndicats prêts à saboter la lutte (250)
  - Renault-Billancourt : quelques fissures dans la paix sociale étouffante imposée par l'opportunisme (252)
  - A Lyon-Gare, la C.F.D.T. poursuit son ménage (255)
  - La lutte des postiers (250, 255)
- **Dans le monde** — La Chine, amie des ennemis de ses ennemis (250)
  - Effervescence sociale au Maghreb (250)
  - Italie : la crise des groupes ex-traparlamentaires (252)
  - La démocratie espagnole tient ses promesses (255)
- **Questions de doctrine** — Le communisme et les nationalisations (249, 250)
  - A nouveau l'alternative : guerre ou révolution (250)
  - Concentration capitaliste et démocratie vont de pair (252)
  - Réformisme et démocratie contre la lutte de classe (252)
  - Evolution des rapports inter-impérialistes depuis la dernière guerre (255, 256)
  - Les leçons de la révolution d'Octobre (255)

Le numéro : 2 F. Abonnement annuel : 40 F ; pli fermé : 60 F. Commandes aux Editions Programme, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12<sup>e</sup>. Distribué par les NMPP.

## Brochures "LE PROLÉTAIRE"

- 1 - Solidarité de classe avec les prolétaires chiliens ... (2 F)
- 2 - Solidarité de classe avec les prolétaires sous l'uniforme ..... (2 F)
- 3 - Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (3 F)
- 4 - Pour l'unité des exploités du Maghreb ! ..... (épuisé)
- 5 - Question féminine et lutte de classe ..... (3 F)
- 6 - Qu'est-ce que le socialisme ?  
(Socialisme scientifique contre « Socialisme national » algérien) ..... (4 F)
- 7 - La grève des nettoyeurs du métro (Leçons et bilan) (4 F)
- 8 - Violence, terrorisme et lutte de classe ..... (4 F)

## BON DE COMMANDE

à retourner aux  
EDITIONS PROGRAMME  
20, rue Jean-Bouton  
75012 PARIS - FRANCE

- Veuillez me faire parvenir :
  - les numéros suivants de la revue « Programme Communiste » : .....
  - les publications suivantes : .....
  - un abonnement d'un an à (spécifier si pli fermé) .....
- Ci-joint en paiement un chèque de : à l'ordre de F. Gambini
- Nom et adresse : (en capitales SVP)

## AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages .. 4,00 F
- Revue « Programme Communiste » :
  - N<sup>os</sup> 1 à 42 ..... épuisés
  - N<sup>os</sup> 47, 50, 56, 61 ..... 4,00 F
  - N<sup>os</sup> doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 55 ..... 7,00 F
  - N<sup>o</sup> 58 (192 pages) ..... 10,00 F
  - N<sup>os</sup> 59, 60, 62, 63 ..... 5,00 F
  - N<sup>os</sup> 64, 65 ..... 6,00 F
  - N<sup>os</sup> 66, 67, 68 ..... 8,00 F
- Journal « Le Prolétaire » - Collections reliées :
  - Volume III : du n<sup>o</sup> 118 au n<sup>o</sup> 163 (années 1972-73) ..... 40,00 F
  - Volume IV : du n<sup>o</sup> 164 au n<sup>o</sup> 210 (années 1974-75) ..... 40,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
  - 1. Communisme et fascisme, 158 pages ..... 8,00 F
  - 2. Parti et classe, 112 pages ..... 8,00 F
  - 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages ..... en réimpression
  - 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages ..... 7,00 F
  - 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages ..... 4,00 F
  - 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours ..... en réimpression

EN LANGUE ITALIENNE

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages ..... 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages ..... 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages ..... 45,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
  - 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages ..... 7,00 F
  - 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours ..... 12,00 F
  - 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages ..... 12,00 F
  - 4. Partito e classe, 137 pages ..... 15,00 F
  - 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages ..... 12,00 F
  - 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages ..... 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE

- 1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages ..... 4,00 F
- 2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages ..... 6,00 F
- 3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages ..... 6,00 F
- 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages ..... 8,00 F
- 5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages ..... 10,00 F
- 6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages ..... 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
  - 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism ..... 4,00 F
  - 2. Party and Class ..... 5,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE

- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
  - 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario ..... 4,00 F
  - 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase ..... 4,00 F
  - 3. Partido y clase ..... 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE

- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro ..... 5,00 F
- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
  - 1. Teses características do partido: bases de adesão ..... 3,00 F
  - 2. Lições das contra-revoluções ..... 3,00 F
  - 3. Os fundamentos do comunismo revolucionario ..... 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12<sup>e</sup>  
Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au  
C.C.P. 2202-22 L. Marseille (F. Gambini).  
Envois : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.